

426754-2026 - Iomaíocht

An Bheilg – Sterilisation, disinfection and hygiene devices – Laveurs - armoire de séchage plateau interventionnel

OJ S 118/2026 22/06/2026

Fógra maidir le conradh nó lamháltas — an gnáthchóras
Soláthairtí

1. Ceannaitheoir

1.1. Ceannaitheoir

Ainm oifigiúil: CHR Verviers

R-phost: charline.fraiture@chrverviers.be

Cineál dlíthiúil an cheannaitheora: Gnóthas poiblí

Gníomhaíocht an údaráis chonarthaigh: Sláinte

2. Nós imeachta

2.1. Nós imeachta

Teideal: Laveurs - armoire de séchage plateau interventionnel

Cur síos: Laveurs - armoire de séchage plateau interventionnel

Aitheantóir an nós imeachta: e01833e6-de44-4c6c-8a7a-7f8151026d96

Aitheantóir inmheánach: PPP0WN-571/6191/PCAN/CHRV2026/LAVENDO/078

An cineál nós imeachta: Idirbheartaíocht lena mbaineann foilsiú roimh ré glao ar iomaíocht / iomaíocht lena mbaineann idirbheartaíocht

Tá an nós imeachta á bhrostú: níl

2.1.1. Cuspóir

Cineál an chonartha: Soláthairtí

Príomhaicmiú (cpv): 33191000 Sterilisation, disinfection and hygiene devices

2.1.2. An áit feidhmíochta

Foroinn tíre (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Tír: An Bheilg

2.1.2. An áit feidhmíochta

Foroinn tíre (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Tír: An Bheilg

2.1.2. An áit feidhmíochta

Foroinn tíre (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Tír: An Bheilg

2.1.4. Eolas ginearálta

Bunús dlí:

Treoir 2014/24/AE

2.1.5. Téarmaí soláthair

Téarmaí na haighneachta:

Líon uasta na luchtóg ar féidir le tairgeoir amháin tairiscintí a chur isteach ina leith: 2

Téarmaí an chonartha:

2.1.6. Forais eisiaimh

Foinse na gcúiseanna eisiúna: Doiciméad Soláthair

5. Luchtóg

5.1. Luchtóg: LOT-0001

Teideal: Pompes, laveurs, armoires de séchage, chimie, accessoires

Cur síos: Pompes, laveurs, armoires de séchage, chimie, accessoires

Aitheantóir inmheánach: PO/CHRV2026/LAVENDO/_1

5.1.1. Cuspóir

Cineál an chonartha: Soláthairtí

Príomhaicmiú (cpv): 33191000 Sterilisation, disinfection and hygiene devices

Roghanna:

Cur síos ar na roghanna: Options exigées (Le candidat sera obligé sous peine de nullité de son offre de remettre prix pour les options exigées suivantes : o Option exigée n°1 relative à la maintenance préventive. o Option exigée n°2 relative à la maintenance omnium.)

5.1.2. An áit feidhmíochta

Seoladh poist: Rue du Parc, 29

Baile: VERVIERS

Cód poist: 4800

Foroinn tíre (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Tír: An Bheilg

Eolas breise: CHR Verviers

5.1.3. Fad measta

Fad ama eile: Anaithnid

5.1.6. Eolas ginearálta

Rannpháirtíocht fhorchoimeáda:

Ní fhorchoimeádtar an rannpháirtíocht.

Ní mór ainmneacha agus cáilíochtaí gairmiúla na mball foirne a thabhairt a shanntar chun an conradh a chomhlíonadh: Ní theastaítear

Tionscadal soláthair nach maoinítear le cistí an Aontais

Tá an soláthar cumhdaithe ag an gComhaontú maidir le Soláthar Rialtais (GPA): tá

5.1.9. Critéir roghnúcháin

Foinse na gcritéir roghnaithe: Fógra

Critéar: Ioncam bliantúil ginearálta

Cur síos ar an gcritéar roghnúcháin: La capacité financière et économique du candidat est établie par une déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel général au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création ou du début d'activités du candidat Niveau(x) minimal(aux): Minimum exigé pour être sélectionné : Chaque chiffre d'affaires annuel général du candidat au cours des trois dernières années ne pourra être inférieur à 1.000.000,00 €. Le candidat remplira, à cette fin, les parties intitulées « chiffre d'affaires annuel général » de la section B du DUME.

Critéar: Tagairtí ar sheachadtaí sonraithe

Cur síos ar an gcritéar roghnúcháin: La capacité technique et professionnelle du candidat sera évaluée sur la base d'une liste de ses principales références similaires réalisées au cours des trois dernières années pour des établissements hospitaliers européens. Par « références similaires », il faut entendre : la fourniture, l'installation, la mise en service et la maintenance de meubles de pré lavage, de lave-endoscopes, d'enceintes de stockage. Pour chaque référence, le candidat précisera : • Le montant annuel du marché ; • Les dates de début et de fin ; • L'identité du destinataire, public ou privé. Niveau(x) minimal(aux): Critère minimum de sélection : Le candidat devra présenter au minimum : • Une référence comprenant la fourniture, l'installation et la mise en service fonctionnelle d'au moins deux lave-endoscopes ; • Une référence portant sur la fourniture, l'installation et la mise en service fonctionnelle d'au moins deux enceintes de stockage ; • Une référence portant sur la fourniture, l'installation et la mise en service fonctionnelle d'au moins un bac ou meuble de pré lavage. Le candidat remplira, à cette fin, les parties intitulées « Pour les marchés de fournitures : exécution des fournitures du type spécifié » de la section C du DUME.

Critéar: Riachtanais eacnamaíochta nó airgeadais eile

Cur síos ar an gcritéar roghnúcháin: * 2.8.6 Situation juridique du candidat (motifs d'exclusion)
2.8.6.1 Les motifs d'exclusion La Partie III du DUME a trait aux motifs d'exclusion. Les motifs d'exclusion repris aux sections A, B et C de cette partie sont repris, mutatis mutandis, aux articles 67 à 69 de la Loi du 17 juin 2016 et plus amplement détaillés aux articles 61 à 64 de l'AR du 18 avril 2017. Ces motifs d'exclusion sont repris ci-dessous. Le pouvoir adjudicateur vérifiera lui-même les éléments qu'il est à même de vérifier sur des bases de données auxquelles il a accès. Le candidat s'engage à fournir les autres documents dès que le pouvoir adjudicateur lui en fera la demande. 1) Section A : motifs liés à des condamnations pénales Ces motifs sont les suivants : • Participation à une organisation criminelle ; • Corruption ; • Fraude ; • Infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction ; • Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ; • Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains ; • Occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal. Pour l'adjudicataire pressenti, l'absence de motifs d'exclusion à cet égard sera prouvée, à la demande du pouvoir adjudicateur, par la communication d'un extrait de casier judiciaire du candidat ainsi que des membres de l'organe administratif, de gestion ou de surveillance dudit soumissionnaire ou des membres qui détiennent un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein (art. 72, §2, 1° de l'AR du 18 avril 2017). 2) Section B : motifs liés au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale Le pouvoir adjudicateur vérifiera lui-même par voie électronique si le candidat est en règle avec ses obligations sociales et fiscales via l'application Digiflow/télémarc ou via d'autres applications électroniques équivalentes et accessibles gratuitement dans d'autres Etats membres (art. 62, §2 de l'AR du 18 avril 2017). A la demande du pouvoir adjudicateur, le candidat employant du personnel relevant d'un autre Etat membre de l'Union européenne joint à sa candidature une attestation délivrée par l'autorité compétente étrangère certifiant qu'il est en règle à cette date avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi (art. 62, §3, al. 3 de l'AR du 18 avril 2017). Si le candidat relève d'un autre Etat membre de l'Union européenne, il fournira, à la demande du pouvoir adjudicateur, l'attestation de l'autorité compétente en matière fiscale qui justifie qu'il satisfait ses obligations fiscales (art. 63, §3, al. 2 de l'AR du 18 avril 2017). 3) Section C : motifs liés à l'insolvabilité, aux conflits d'intérêts ou à une faute professionnelle Ces motifs sont les suivants : • Le candidat a manqué à ses obligations dans les domaines du droit environnemental, social et du travail (telles que visées à l'art. 7 de la Loi du 17 juin 2016) ; • Le candidat se trouve dans une situation de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de

réorganisation judiciaire ou a fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ; • Le candidat a commis une faute professionnelle qui remet en cause son intégrité ; • Le candidat a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence au sens de l'article 5, alinéa 2 de la Loi du 17 juin 2016 ; • Le candidat a connaissance d'un conflit d'intérêt, au sens de l'article 6 de la Loi du 17 juin 2016, créé par sa participation à la procédure de passation de marché auquel il ne pourrait être remédié par d'autres mesures moins intrusives ; • Le candidat a été conseillé par le pouvoir adjudicateur ou a été associé à la préparation de la procédure de passation du marché, visée à l'article 52 de la Loi du 17 juin 2016, et il n'est pas possible de remédier à la distorsion de la concurrence qui en résulte par d'autres mesures moins intrusives ; • Des défaillances importantes ou persistantes du candidat ont été constatées lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un marché public antérieur, d'un marché antérieur passé avec un adjudicateur ou d'une concession antérieure, et ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable ; • Le candidat s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, a caché ces informations ou n'est pas en mesure de présenter les documents justificatifs requis ; • Le candidat a entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation, ou a fourni par négligence des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution.

2.8.6.2 Prévention des conflits d'intérêts au stade de la candidature Dans le cadre de la lutte contre les conflits d'intérêts, en particulier afin d'éviter le mécanisme du tourniquet (« revolving doors »), tel que défini dans la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003, le candidat s'abstient de faire appel à un ou plusieurs anciens collaborateurs internes du pouvoir adjudicateur, dans les deux ans qui suivent son/leur démission, départ à la retraite ou tout autre type de départ du pouvoir adjudicateur, d'une quelconque manière,

Eolas faoin dara céim de nós imeachta dhá chéim:

An líon íosta iarrthóirí a dtabharfar cuireadh dóibh chuig an dara céim den nós imeachta: 3

5.1.10. Critéir dhámhachtana

Critéar:

Cineál: Costas

Cur síos: Prix

Catagóir an critéir dhámhachtana meáchain: Ualú (pointí, beacht)

Uimhir an chritéir dhámhachtana: 50

Critéar:

Cineál: Cáilíocht

Cur síos: Valeur technique des meubles de pré lavage et des produits associés

Catagóir an critéir dhámhachtana meáchain: Ualú (pointí, beacht)

Uimhir an chritéir dhámhachtana: 10

Critéar:

Cineál: Cáilíocht

Cur síos: Valeur technique des lave-endoscopes et des produits associés

Catagóir an critéir dhámhachtana meáchain: Ualú (pointí, beacht)

Uimhir an chritéir dhámhachtana: 20

Critéar:

Cineál: Cáilíocht

Cur síos: Valeur technique des enceintes de stockage

Catagóir an critéir dhámhachtana meáchain: Ualú (pointí, beacht)

Uimhir an chritéir dhámhachtana: 10

Critéar:

Cineál: Cáilíocht

Cur síos: Connecteur unique et commun pour le lave-endoscopes et l'enceinte de stockage

Catagóir an critéir dhámhachtana meáchain: Ualú (pointí, beacht)

Uimhir an chritéir dhámhachtana: 3

Critéar:

Cineál: Cáilíocht

Cur síos: Traçabilité

Catagóir an critéir dhámhachtana meáchain: Ualú (pointí, beacht)

Uimhir an chritéir dhámhachtana: 5

Critéar:

Cineál: Cáilíocht

Cur síos: Délai de garantie

Catagóir an critéir dhámhachtana meáchain: Ualú (pointí, beacht)

Uimhir an chritéir dhámhachtana: 2

5.1.11. Doiciméid soláthair

Seoladh na ndoiciméad soláthair: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/571/WN/2026>

5.1.12. Téarmaí soláthair

Téarmaí na haighneachta:

Cur isteach leictreonach: Éigeantach

Seoladh an chur isteach: <https://www.publicprocurement.be>

Na teangacha inar féidir tairiscintí nó iarrataí ar rannpháirtíocht a chur isteach: Fraincis

Catalóg leictreonach: Ní ceadmhach

Leaganacha malartacha: Ní ceadmhach

Cur síos ar an ráthaíocht airgeadais: Cautionnement (5 % du montant initial du lot (hors TVA), arrondi à la dizaine supérieure)

Spríocdháta chun iarrataí ar rannpháirtíocht a fháil: 23/07/2026 10:00:00 (UTC+02:00) Am

Oirthear na hEorpa, Am Samhraidh Lár na hEorpa

Téarmaí an chonartha:

Ní mór an conradh a chur i gcrích faoi chuimsiú clár fostaíochta dídeanaí: Ní hea

Sonrascú leictreonach: Éigeantach

Úsáidfear ordú leictreonach: níl

Úsáidfear íocaíocht leictreonach: níl

5.1.15. Teicnící

Creat-chomhaontú:

Níl feidhm ag creat-chomhaontú

Eolas faoin gcóras ceannaigh dinimiciúil:

Níl feidhm ag córas ceannaigh dinimiciúil

5.1.16. Tuilleadh eolais, idirghabháil agus athbhreithniú

Eagraíocht idirghabhála: Tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Liège, section Verviers

Eagraíocht athbhreithniúcháin: CONSEIL D'ETAT

Eolas faoi spríocdhátaí athbhreithnithe: Organisation fournissant les informations sur les recours et les délais : CONSEIL D'ETAT

Eagraíocht a sholáthraíonn faisnéis bhreise faoin nós imeachta soláthair: CHR Verviers
Eagraíocht a sholáthraíonn tuilleadh faisnéise faoi na nósanna imeachta athbhreithnithe:
CONSEIL D'ETAT
Eagraíocht a fhaigheann iarratais ar rannpháirtíocht: CHR Verviers

5.1. Luchtóg: LOT-0002

Teideal: Chariots de transport
Cur síos: Chariots de transport
Aitheantóir inmheánach: PO/CHRV2026/LAVENDO/_2

5.1.1. Cuspóir

Cineál an chonartha: Soláthairtí
Príomhaicmiú (cpv): 42415200 Works trucks
Aicmiú breise (cpv): 33192000 Medical furniture

5.1.2. An áit feidhmíochta

Seoladh poist: Rue du Parc, 29
Baile: VERVIERS
Cód poist: 4800
Forinn tíre (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)
Tír: An Bheilg
Eolas breise: CHR Verviers

5.1.3. Fad measta

Fad ama eile: Anaithnid

5.1.6. Eolas ginearálta

Rannpháirtíocht fhorchoimeáda:

Ní fhorchoimeádtar an rannpháirtíocht.
Ní mór ainmneacha agus cáilíochtaí gairmiúla na mball foirne a thabhairt a shanntar chun an conradh a chomhlíonadh: Ní theastaítear
Tionscadal soláthair nach maoinítear le cistí an Aontais
Tá an soláthar cumhdaithe ag an gComhaontú maidir le Soláthar Rialtais (GPA): tá

5.1.9. Critéir roghnúcháin

Foinse na gcritéir roghnaithe: Fógra
Critéar: Riachtanais eacnamaíochta nó airgeadais eile
Cur síos ar an gcritéar roghnúcháin: * 2.8.6 Situation juridique du candidat (motifs d'exclusion)
2.8.6.1 Les motifs d'exclusion La Partie III du DUME a trait aux motifs d'exclusion. Les motifs d'exclusion repris aux sections A, B et C de cette partie sont repris, mutatis mutandis, aux articles 67 à 69 de la Loi du 17 juin 2016 et plus amplement détaillés aux articles 61 à 64 de l'AR du 18 avril 2017. Ces motifs d'exclusion sont repris ci-dessous. Le pouvoir adjudicateur vérifiera lui-même les éléments qu'il est à même de vérifier sur des bases de données auxquelles il a accès. Le candidat s'engage à fournir les autres documents dès que le pouvoir adjudicateur lui en fera la demande. 1) Section A : motifs liés à des condamnations pénales
Ces motifs sont les suivants : • Participation à une organisation criminelle ; • Corruption ; • Fraude ; • Infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction ; • Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ; • Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains ; • Occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal. Pour l'adjudicataire pressenti, l'absence de motifs d'exclusion à cet égard sera prouvée, à la demande du pouvoir adjudicateur, par la communication d'un extrait de casier judiciaire du

candidat ainsi que des membres de l'organe administratif, de gestion ou de surveillance dudit soumissionnaire ou des membres qui détiennent un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein (art. 72, §2, 1° de l'AR du 18 avril 2017).

2) Section B : motifs liés au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale Le pouvoir adjudicateur vérifiera lui-même par voie électronique si le candidat est en règle avec ses obligations sociales et fiscales via l'application Digiflow/télémarc ou via d'autres applications électroniques équivalentes et accessibles gratuitement dans d'autres Etats membres (art. 62, §2 de l'AR du 18 avril 2017). A la demande du pouvoir adjudicateur, le candidat employant du personnel relevant d'un autre Etat membre de l'Union européenne joint à sa candidature une attestation délivrée par l'autorité compétente étrangère certifiant qu'il est en règle à cette date avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi (art. 62, §3, al. 3 de l'AR du 18 avril 2017). Si le candidat relève d'un autre Etat membre de l'Union européenne, il fournira, à la demande du pouvoir adjudicateur, l'attestation de l'autorité compétente en matière fiscale qui justifie qu'il satisfait ses obligations fiscales (art. 63, §3, al. 2 de l'AR du 18 avril 2017).

3) Section C : motifs liés à l'insolvabilité, aux conflits d'intérêts ou à une faute professionnelle Ces motifs sont les suivants :

- Le candidat a manqué à ses obligations dans les domaines du droit environnemental, social et du travail (telles que visées à l'art. 7 de la Loi du 17 juin 2016) ;
- Le candidat se trouve dans une situation de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou a fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ;
- Le candidat a commis une faute professionnelle qui remet en cause son intégrité ;
- Le candidat a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence au sens de l'article 5, alinéa 2 de la Loi du 17 juin 2016 ;
- Le candidat a connaissance d'un conflit d'intérêt, au sens de l'article 6 de la Loi du 17 juin 2016, créé par sa participation à la procédure de passation de marché auquel il ne pourrait être remédié par d'autres mesures moins intrusives ;
- Le candidat a été conseillé par le pouvoir adjudicateur ou a été associé à la préparation de la procédure de passation du marché, visée à l'article 52 de la Loi du 17 juin 2016, et il n'est pas possible de remédier à la distorsion de la concurrence qui en résulte par d'autres mesures moins intrusives ;
- Des défaillances importantes ou persistantes du candidat ont été constatées lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un marché public antérieur, d'un marché antérieur passé avec un adjudicateur ou d'une concession antérieure, et ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable ;
- Le candidat s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, a caché ces informations ou n'est pas en mesure de présenter les documents justificatifs requis ;
- Le candidat a entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation, ou a fourni par négligence des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution.

2.8.6.2 Prévention des conflits d'intérêts au stade de la candidature Dans le cadre de la lutte contre les conflits d'intérêts, en particulier afin d'éviter le mécanisme du tourniquet (« revolving doors »), tel que défini dans la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003, le candidat s'abstient de faire appel à un ou plusieurs anciens collaborateurs internes du pouvoir adjudicateur, dans les deux ans qui suivent son/leur démission, départ à la retraite ou tout autre type de départ du pouvoir adjudicateur, d'une quelconque manière,

Critéar: Ioncam bliantúil ginearálta

Cur síos ar an gcritéar roghnúcháin: La capacité financière et économique du candidat est établie par une déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel général au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création ou du début d'activités du candidat Niveau(x) minimal(aux): Minimum exigé pour être sélectionné : Chaque chiffre d'affaires annuel général du candidat au cours des trois dernières années ne pourra être inférieur à 23.000,00 €. Le candidat remplira, à cette fin, les parties intitulées « chiffre d'affaires annuel général » de la section B du DUME.

Critéar: Tagairtí ar sheachadtaí sonraithe

Cur síos ar an gcritéar roghnúcháin: La capacité technique et professionnelle du candidat sera évaluée sur la base d'une liste de ses principales références similaires réalisées au cours des trois dernières années pour des établissements hospitaliers européens. Par « références similaires », il faut entendre la fourniture de chariots de transport. Pour chaque référence, le candidat précisera : • Le montant du marché ; • Les dates de début et de fin des prestations ; • L'identité du destinataire, public ou privé. Niveau(x) minimal(aux): Critère minimum de sélection : le candidat devra présenter au minimum trois références similaires, chacune portant sur un montant annuel minimum de 7.000,00 €. Les références (destinataires) peuvent être identiques d'une année à l'autre. Le candidat remplira, à cette fin, les parties intitulées « Pour les marchés de fournitures : exécution des fournitures du type spécifié » de la section C du DUME.

Eolas faoin dara céim de nós imeachta dhá chéim:

An líon íosta iarrthóirí a dtabharfar cuireadh dóibh chuig an dara céim den nós imeachta: 3

5.1.10. Critéir dhámhachtana

Critéar:

Cineál: Costas

Cur síos: Prix

Catagóir an critéir dhámhachtana meáchain: Ualú (pointí, beacht)

Uimhir an chritéir dhámhachtana: 60

Critéar:

Cineál: Cáilíocht

Cur síos: Valeur technique

Catagóir an critéir dhámhachtana meáchain: Ualú (pointí, beacht)

Uimhir an chritéir dhámhachtana: 40

5.1.11. Doiciméid soláthair

Seoladh na ndoiciméad soláthair: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/571/WN/2026>

5.1.12. Téarmaí soláthair

Téarmaí na haighneachta:

Cur isteach leictreonach: Éigeantach

Seoladh an chur isteach: <https://www.publicprocurement.be>

Na teangacha inar féidir tairiscintí nó iarrataí ar rannpháirtíocht a chur isteach: Fraincis

Catalóg leictreonach: Ní ceadmhach

Leaganacha malartacha: Ní ceadmhach

Spriocdháta chun iarrataí ar rannpháirtíocht a fháil: 23/07/2026 10:00:00 (UTC+02:00) Am

Oirthear na hEorpa, Am Samhraidh Lár na hEorpa

Téarmaí an chonartha:

Ní mór an Conradh a chur i gcrích faoi chuimsiú clár fostaíochta dídeanaí: Ní hea

Sonrascú leictreonach: Éigeantach

Úsáidfear ordú leictreonach: níl
Úsáidfear íocaíocht leictreonach: níl

5.1.15. Teicnící

Creat-chomhaontú:

Níl feidhm ag creat-chomhaontú

Eolas faoin gcóras ceannaigh dinimiciúil:

Níl feidhm ag córas ceannaigh dinimiciúil

5.1.16. Tuilleadh eolais, idirghabháil agus athbhreithniú

Eagraíocht idirghabhála: Tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Liège, section Verviers

Eagraíocht athbhreithniúcháin: CONSEIL D'ETAT

Eolas faoi spriocdhátaí athbhreithnithe: Organisation fournissant les informations sur les recours et les délais : CONSEIL D'ETAT

Eagraíocht a sholáthraíonn faisnéis bhreise faoin nós imeachta soláthair: CHR Verviers

Eagraíocht a sholáthraíonn tuilleadh faisnéise faoi na nósanna imeachta athbhreithnithe: CONSEIL D'ETAT

Eagraíocht a fhaigheann iarratais ar rannpháirtíocht: CHR Verviers

8. Eagraíochtaí

8.1. ORG-0001

Ainm oifigiúil: CHR Verviers

Uimhir chlárúcháin: BE0250.893.369

Seoladh poist: Rue du Parc, 29

Baile: VERVIERS

Cód poist: 4800

Foroinn tíre (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Tír: An Bheilg

Pointe teagmhála: Charline Fraiture

R-phost: charline.fraiture@chrverviers.be

Teil.: +32 87219849

Seoladh idirlín: <http://www.chrverviers.be/>

Róil na heagraíochta seo:

Ceannaitheoir

Eagraíocht a sholáthraíonn faisnéis bhreise faoin nós imeachta soláthair

Eagraíocht a fhaigheann iarratais ar rannpháirtíocht

8.1. ORG-0002

Ainm oifigiúil: Tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Liège, section Verviers

Uimhir chlárúcháin: BE 0308.357.753

Seoladh poist: Rue du Tribunal 4

Baile: Verviers

Cód poist: 4800

Foroinn tíre (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Tír: An Bheilg

R-phost: civil.tpi.verviers@just.fgov.be

Teil.: +32 87323610

Seoladh idirlín: <https://www.rechtbanken-tribunaux.be/fr/tribunal-de-première-instance-de-liège-division-verviers>

Róil na heagraíochta seo:

8.1. ORG-0003

Ainm oifigiúil: CONSEIL D'ETAT

Uimhir chlárúcháin: BE 0931.814.266

Seoladh poist: Rue de la Science 33

Baile: Bruxelles

Cód poist: 1040

Foroinn tíre (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)

Tír: An Bheilg

R-phost: info@conseildetat.be

Teil.: +32 22349611

Seoladh idirlín: <http://conseildetat.be/?page=e-procedure&lang=fr>

Róil na heagraíochta seo:

Eagraíocht athbhreithniúcháin

Eagraíocht a sholáthraíonn tuilleadh faisnéise faoi na nósanna imeachta athbhreithnithe

8.1. ORG-0004

Ainm oifigiúil: 3P - Aanbieder van diensten / Prestataire de services

Uimhir chlárúcháin: BE 0475.480.736

Baile: Antwerpen / Anvers

Cód poist: 2000

Foroinn tíre (NUTS): Arr. Antwerpen (BE211)

Tír: An Bheilg

R-phost: info@3p.eu

Teil.: +32 3 294 30 51

Róil na heagraíochta seo:

Soláthraí seirbhísí an tsoláthair

8.1. ORG-0005

Ainm oifigiúil: FPS Policy and Support

Uimhir chlárúcháin: BE 0671.516.647

Baile: Brussels

Cód poist: 1000

Foroinn tíre (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)

Tír: An Bheilg

R-phost: e.proc@publicprocurement.be

Teil.: +32 2 740 80 00

Róil na heagraíochta seo:

TED eSender

Eolas faoin bhfógra

Aitheantóir/leagan an fhógra: ff08c429-1bab-4e48-8166-04e41fa35b65 - 01

Cineál na foirme: lomaíocht

Cineál an fhógra: Fógra maidir le conradh nó lamháltas — an gnáthchóras

Fochineál an fhógra: 16

Dáta seolta an fhógra: 18/06/2026 00:00:00 (UTC+02:00) Am Oirthear na hEorpa, Am

Samhraidh Lár na hEorpa

Dáta seolta an fhógra (eSender): 18/06/2026 00:00:00 (UTC+02:00) Am Oirthear na hEorpa,
Am Samhraidh Lár na hEorpa

Na teangacha ina bhfuil an fógra seo ar fáil go hoifigiúil: Fraincis
Uimhir foilseacháin an fhógra: 426754-2026
Uimhir eagráin IO S: 118/2026
Dáta foilsithe: 22/06/2026